



Rentrée du 2 novembre : Comment les profs vont aborder l'assassinat de Samuel Paty



Le ministre Jean-Michel Blanquer attend un « cadrage clair » après l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine. L'Obs a interviewé des enseignants au sujet d'une leçon qui s'annonce pleine d'émotions...

Publié le 25 octobre 2020 à 10h47 Mis à jour le 25 octobre 2020 à 18h29

Temps de lecture 7 min

L'OB

des lycéens se concentrent, le 11 juin 2007 au centre d'examen Molière à Paris, lors de leur épreuve de philosophie comptant pour les épreuves du baccalauréat 2007, une semaine avant leurs quelque 120.000 collègues qui concourent pour le bac professionnel. Au total près de 500.000 candidats des filières générales et technologiques entament ce jour le marathon des épreuves du baccalauréat. AFP PHOTO MARTIN BUREAU (Photo by MARTIN BUREAU / AFP) (MARTIN BUREAU / AFP)

« Nous continuerons professeur. Nous continuerons ce combat pour la liberté et pour la raison dont vous êtes désormais le visage ». Cette promesse, Emmanuel Macron l'a adressée à Samuel Paty dans la cour de la Sorbonne mercredi soir. En s'adressant au professeur martyr, le président de la République encourageait aussi tous les enseignants de France à poursuivre leur œuvre de transmission des valeurs de la République. Un combat qui reprendra à la rentrée du 2 novembre puisque le gouvernement a demandé aux professeurs d'échanger au sujet de l'attentat avec leurs élèves dès le premier jour de classe.

La matinée du 2 devra être découpée en trois temps, un premier d'échange entre professeurs sans les élèves, un second d'échange en classe et un troisième d'hommage par une minute de silence et la lecture de la « *Lettre aux instituteurs et institutrices* » de Jean Jaurès. Dans un entretien au Journal du Dimanche, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale a promis « *un cadrage clair et précis pour ne laisser aucun enseignant dans le flou* ». A ce stade cependant, beaucoup d'interrogations demeurent. Comment un professeur peut parler à des adolescents d'un homme qui a été décapité pour avoir expliqué le droit à la caricature ? Conformément à la tradition française de la « liberté pédagogique », les professeurs ont le choix de la méthode qui leur paraît la plus appropriée. Une semaine avant la rentrée, ils ont déjà cogité et se confient à l'Obs...

Samuel Paty assassiné : Blanquer promet « un cadrage clair » pour la rentrée du 2 novembre

« *Avec ou sans consignes, on l'aurait fait de toute façon* », affirme d'emblée Henri, professeur d'Histoire-Géographie dans un collège d'Île-de-France. Pour lui, il s'agit d'abord de rassurer des élèves qu'il sent inquiets. Dans sa classe, il compte un élève dont le père était au Bataclan lors de l'attentat du 23 novembre 2015. « *Depuis qu'ils sont conscients, ces élèves grandissent avec le terrorisme et l'islamisme* », observe l'enseignant. Sans diminuer un instant la gravité de l'assassinat, il entend donc d'abord rassurer ses élèves quant à leur sécurité et rappeler que d'autres menaces terroristes ont existé par le passé.

« Ne pas les repousser dans le communautarisme »

Les professeurs consultés par « L'Obs » insistent tous sur la nécessité de l'écoute. Il s'agira de prendre en compte les inquiétudes bien légitimes des élèves, et singulièrement des élèves musulmans qui souhaiteraient exprimer ce qu'ils vivent en famille après l'attentat et leur permettre d'exprimer librement leur solidarité avec la victime. Pour François, professeur d'Histoire-Géographie au lycée Jean-Moulin de Roubaix, cette phase d'écoute est primordiale : « *Certains élèves pourraient se sentir coupables*, dit-il. *Les enseignants doivent leur faire comprendre que la liberté se construit, que la république se construit avec eux, pas sans eux* ». La priorité de ce professeur est de « *ne pas les repousser dans leur communautarisme*. » « Et en parlant, là, je réalise que c'est exactement ce qu'avait fait Samuel Paty »

Catherine, professeure de Français au lycée privé Sainte-Ursule, dans le 17^e arrondissement de Paris a décidé d'inviter les élèves à réagir au début du cours et, selon les réactions qu'elle perçoit dans la classe, d'entamer une discussion d'une vingtaine de minutes ou de reprendre directement le cours si les élèves ne souhaitent pas s'appesantir sur le drame : « *Il ne faut pas forcer sur ce genre de sujet mais accueillir et encadrer l'émotion pour ne pas frustrer les élèves* ». Dans l'enseignement privé ce genre de question peut être abordé de façon privilégiée en culture religieuse, une heure par semaine où les élèves reçoivent des enseignements sur les trois grandes religions monothéistes. Catherine milite pour créer ce type de cours dans le public aussi : « Le problème du fanatisme c'est de désintellectualiser le religieux et de le renvoyer dans le privé ce qui laisse la porte ouverte à toutes les interprétations ».

Les professeurs vont-ils utiliser des caricatures durant cette intervention notamment celles montrées par Samuel Paty dans son propre cours ? Sur cette question, les enseignants semblent avoir des avis différents. Catherine ne le fera pas d'emblée. « Ils les auront déjà vues », estime-t-elle. Mais elle assure que si ses élèves souhaitent les voir, elle les montrera. Dans ce cas, elle pense présenter des caricatures se référant à chacune des trois grandes religions monothéistes qu'elle pourra analyser en classe pour montrer l'intérêt de la satire. Elle voudrait notamment appuyer sa démonstration sur des caricatures de la chrétienté réalisées par un dessinateur chrétien afin de montrer que l'usage de la caricature n'est pas forcément une insulte intolérante.

Dans sa classe d'histoire-géo, Henri, lui, compte utiliser certaines des caricatures montrées par Samuel Paty mais pas celle où Mahomet apparaît nu : il ne juge pas cela « *pertinent* ». Le jeune enseignant voudrait faire comprendre que Charlie Hebdo a voulu s'attaquer à l'islamisme radical et non à l'Islam. Pour François, vu de son lycée de Roubaix, l'usage de caricatures, aussi choquantes soient-elles, est bien un instrument pédagogique à utiliser. Mais pour cette fois, il préférerait créer les conditions d'un dialogue, sans support pédagogique.

La liberté d'enseigner est-elle en danger ? Des profs témoignent

Un autre Henri, professeur d'Histoire-Géographie, au Lycée Notre-Dame-des-minimes à Lyon, est plus partagé : « *Ne pas les projeter pourrait être pris pour une veulerie, une crainte* » même s'il anticipe que ses élèves croyants, notamment musulmans, ne vont pas avoir la même réaction que les athées. Pour cette intervention post-attentat, cela lui « *semble une mauvaise technique que de fermer les élèves en leur montrant quelque chose qui va terriblement à l'encontre de leurs valeurs religieuses* ». Selon son habitude, il préférera fonder son intervention sur la loi en faisant étudier des extraits des textes fondamentaux sur la liberté d'expression. Pour être entendu de ses élèves, il estime qu'il lui faudra « *montrer qu'il ne peut y avoir de liberté religieuse sans liberté d'expression* ». Henri veut laisser une trace :

« *Cette parole doit être dite car alors ils l'auront entendue, et peut-être que dans des années, ils s'en souviendront* ».

Des élèves « qui se réjouissaient en secret du massacre »

De la maternelle à la terminale, de Calais à la Guyanne, on sait à quel point les contextes dans lesquels la leçon interviendra peuvent différer. Chaque classe sera différente, dans certaines les élèves seront très moteurs et le professeur répondra surtout aux questions, dans d'autres il lui faudra être plus directif. Dans le 17^e arrondissement parisien, Catherine redoute des réactions teintées d'islamophobie. L'enseignante s'attend à devoir désamorcer des remarques déclarant que l'islam n'est pas compatible avec la laïcité. Elle pense cependant que le débat pourra être constructif et qu'elle pourra amener ses élèves à une vision critique des événements.

Didier, professeur de philosophie au lycée de Trappes, ville qui compte 400 fichés S, sait lui aussi qu'il lui faudra être prudent dans le choix des mots. Il se souvient de regards fuyants après les événements du Bataclan, d'élèves « *qui se réjouissaient en secret du massacre* ». A Lyon, Henri devine que parmi ses élèves, il y en aura toujours quelques-uns pour dire ces mots qu'il entend à chaque fois que les questions de la censure ou du code vestimentaire des femmes sont abordées. Des mots pour dire que les victimes de viols ou d'attentats l'ont finalement bien cherché. « *C'est très difficile de détricoter tout ça* », soupire l'enseignant, et ce d'autant que depuis les attentats de Charlie Hebdo, les élèves qui ont ce genre de pensées les formulent moins, ils savent pouvoir recevoir des sanctions et sont encouragés dans leurs familles radicalisées à se taire.

Une lycéenne mise en examen pour avoir insulté une enseignante après un débat sur le voile

Cette intervention sera cependant profondément différente de celle qui a eu lieu après les attentats de Charlie Hebdo, parce que cette fois c'est un professeur qui a été tué « *c'est nous, c'est notre raison d'être dans l'école qui est attaquée* », souligne François. Il ne fera donc pas l'impasse sur sa vocation de professeur - « *ce que je suis* » - et des raisons pour lesquelles il enseigne. La conversation devrait être plus intime, plus proche d'un témoignage que d'un cours magistral.

Catherine, elle, ne s'exposera pas. Elle préférera faire formuler par ses élèves eux-mêmes ce qu'ils perçoivent de la fonction d'enseignant et du respect de l'enseignement. Quoi qu'il en soit, Henri de Lyon sait qu'il y aura « *beaucoup d'émotion* » dans sa prise de parole, lui qui a la gorge nouée rien que de nous en parler. « *Je glisserai quelques mots sur pourquoi je fais ce métier* », mais ce point de vue personnel ne changera pas son approche de l'intervention : changer la perception que certains peuvent avoir de l'enseignement :

« *Si on fait ce métier-là, c'est pour servir l'Etat et le Bien commun* ».

A propos de la minute de silence que le gouvernement leur demande de faire respecter dans leurs classes, certaines interrogations pratiques sont formulées : « *Est-ce qu'on descendra tous dans la cour au risque d'un cluster ?* », se demande François. Catherine sait que sa directrice d'établissement a décidé de leur faire lire un texte avant mais ignore lequel. Sur la réaction de leurs élèves en revanche, ils ont peu de doutes, seul Didier pense que la minute de silence sera difficile à mettre en œuvre dans sa classe, mais il ajoute fermement que si des élèves refusent, ils feront l'objet d'un signalement. Pour les autres, la réaction est plus tranquille : « *Aucun problème* », affirme Henri, prof de collège en Ile-de-France. Seul François refuse d'imposer d'emblée cette minute de silence. Selon lui, elle doit venir par l'explication, par les commentaires et certainement pas être décrétée. Ainsi, il est convaincu qu'elle sera respectée « *ne serait-ce que*

par respect envers moi » Puis il ajoute : « *parce que quoi qu'on en dise, ils sont respectueux* ».